



Direction générale des services

Décision n° 2021-66

Objet : Requête de M. Bruno LAVIGNASSE tendant à l'annulation de l'arrêté de permis de construire n° PC 092 071 20 00015 en date du 16 octobre 2020 par lequel le maire de Sceaux a autorisé la construction d'un immeuble sur un terrain situé rue des Ecoles à Sceaux
Mandat à DMS Avocats - SCP D.D.A. Avocats

Le maire,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment son article L.2122-22,

Vu le code de justice administrative,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 3 juillet 2020 donnant délégation au maire pour fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires d'avocats,

Vu la requête n°2103947-1 introduite devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise par M. Bruno LAVIGNASSE tendant à l'annulation de l'arrêté de permis de construire n° PC 092 071 20 00015 en date du 16 octobre 2020 par lequel le maire de Sceaux a autorisé la construction d'un immeuble sur un terrain situé rue des Ecoles à Sceaux,

Considérant qu'il convient de recourir à un cabinet d'avocats pour défendre les intérêts de la Ville en justice et la représenter devant le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise,

DECIDE

De donner mandat à DMS Avocats - SCP D.D.A. Avocats, 139 boulevard Haussmann, 75008 Paris pour accomplir au nom de la Ville, auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, les actes de procédure nécessaires à la défense des intérêts de la Ville à l'encontre de M. Bruno LAVIGNASSE.

Fait à Sceaux, le 2 avril 2021



Philippe LAURENT